

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 116/04

AFR 24/003/2004 – ÉFAI

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer*

## TORTURE / PRÉOCCUPATIONS POUR LA SANTÉ / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

**GUINÉE ÉQUATORIALE**

**Nick du Toit (h), ressortissant sud-africain**

**N.G. "Bones" Boonzaaier (h), ressortissant sud-africain**

**ainsi qu'au moins 12 autres ressortissants étrangers accusés  
d'avoir fomenté un coup d'État**

**Weja Chicampo, chef du *Movimiento para la  
Autodeterminación de la Isla de Bioko* (MAIB, Mouvement  
pour l'autodétermination de l'île de Bioko)**

---

Londres, le 19 mars 2004

Les membres d'un groupe de mercenaires présumés, composé notamment des deux ressortissants sud-africains nommés ci-dessus, ont été arrêtés le 9 mars et sont actuellement détenus au secret dans la capitale du pays, Malabo. Certains, peut-être même tous, auraient été sauvagement torturés, et l'un d'entre eux est apparemment mort des suites de ces sévices. La torture est une pratique courante en Guinée équatoriale. Les autorités ont déclaré que ces hommes seraient poursuivis pour des infractions passibles de la peine capitale.

Quinze hommes, dont l'identité n'a pas encore été révélée, ont été appréhendés le 9 mars à Malabo et accusés de fomenter un coup d'État contre le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo. Selon les autorités, ce groupe était formé de Sud-Africains (des Blancs, et des Noirs d'origine angolaise), d'un Allemand et de ressortissants du Kazakhstan et de l'Arménie. Parmi les Sud-Africains, certains auraient eu partie liée avec les forces secrètes de l'armée sud-africaine pendant les années 80, puis avec des entreprises spécialisées dans les services de sécurité. Au moins l'un d'entre eux, Nick du Toit, gérait une société enregistrée en Guinée équatoriale.

Ces mercenaires présumés sont détenus dans la prison de Black Beach, à Malabo. Le lendemain de leur interpellation, Nick du Toit, présenté comme le chef du groupe, aurait déclaré sur une chaîne de télévision nationale qu'ils avaient pour mission d'enlever le président Obiang, de le contraindre à s'installer en Espagne et de le remplacer par Severo Moto, le leader de l'opposition, actuellement exilé dans ce pays.

Gerhard Eugen Nershez, ressortissant allemand, est mort le 17 mars. D'après les autorités, ce décès est lié aux « complications d'une malaria cérébrale ». Il a été transféré de la prison à l'hôpital quelques heures avant de mourir. Selon des personnes qui l'ont vu, l'homme semblait grièvement blessé des suites de torture au niveau des mains et des pieds. N.G. "Bones" Boonzaaier, déjà malade avant son arrestation, a été privé de soins médicaux au moins jusqu'au 18 mars, date à laquelle une délégation sud-africaine a rendu visite aux détenus.

Weja Chicampo, chef du *Movimiento para la Autodeterminación de la Isla de Bioko* (MAIB, Mouvement pour l'autodétermination de l'île de Bioko), a quant à lui été appréhendé le 4 mars ; il est actuellement détenu dans la prison de Black Beach. On ignore le motif de son interpellation, toutefois, depuis le début du mois de mars, les autorités ont pris des mesures de répression contre les opposants politiques et les résidents étrangers. Fondé en novembre 1993, le MAIB milite en faveur de l'indépendance de l'île de Bioko. Il bénéficie d'un large soutien au sein de la population bubi ; depuis sa création, plusieurs centaines de membres de cette ethnie ont été arrêtés parce qu'ils étaient soupçonnés de soutenir ce mouvement ou d'en faire partie. Weja Chicampo aurait été violemment torturé et privé de la nourriture apportée par ses proches. Il n'a pas été vu hors de sa cellule et Amnesty International craint que sa vie ne soit menacée.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Selon les autorités équato-guinéennes, ces hommes étaient chargés de préparer la venue d'un groupe de 64 autres mercenaires présumés, qui ont été appréhendés par les autorités du Zimbabwe le 7 mars, lorsque leur avion-cargo a atterri à Harare, la capitale de ce pays. Six autres personnes ont également été interpellées au Zimbabwe. Tous ont été inculpés de diverses infractions relatives, notamment, à la législation sur l'immigration et sur les armes à feu.

Un parti de l'opposition équato-guinéen a mis en doute l'authenticité de ce complot présumé, soulignant que, par le passé, les autorités avaient déjà forgé de tels faits dans le but de réprimer toute opposition. En 2002, à l'issue d'une procédure inique, plus de 60 personnes ont été déclarées coupables d'« atteinte à la sûreté de l'État » et de tentative de renversement du gouvernement sur la base d'« aveux » arrachés sous la torture.

Amnesty International ne cautionne pas les activités des mercenaires, cependant, toute personne arrêtée pour sa participation présumée à de telles activités jouit du droit de ne pas être soumise à la torture et de bénéficier d'un procès équitable.

### **ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- faites part de l'inquiétude que vous inspirent les informations indiquant que les 15 ressortissants étrangers arrêtés le 9 mars dernier à Malabo ont été torturés en détention, et que l'un d'eux est mort, semble-t-il, des suites de torture ;
- exhortez les autorités à améliorer les conditions de détention dans les prisons et à mettre un terme à la pratique de la torture sur les détenus ;
- appelez-les à fournir à tous les prisonniers de la nourriture et de l'eau en quantité suffisante, ainsi que les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin ;
- demandez instamment que Weja Chicampo ne soit plus détenu au secret et qu'il lui soit immédiatement fourni de l'eau et de la nourriture en quantité suffisante, ainsi que des soins médicaux adaptés à son état de santé ;
- demandez que soit ouverte une enquête indépendante sur la mort de Gerhard Eugen Nershz et que toute personne soupçonnée de l'avoir torturé soit traduite en justice.

### **APPELS À :**

#### **Président de la République :**

General Teodoro Obiang Nguema Mbasogo  
Gabinete del Presidente de la República  
Malabo, Guinée équatoriale

**Télégrammes :** Presidente de la República, Malabo, Guinée équatoriale

**Fax :** +240 09 3313 / 3334

**Formule d'appel :** *Excelencia*, / Monsieur le Président de la République,

#### **Ministre de la Justice :**

Rubén Mayé Nsué Mangué  
Ministerio de Justicia y Culto  
Malabo, Guinée équatoriale

**Télégrammes :** Ministro de Justicia y Culto, Malabo, Guinée équatoriale

**Fax :** +240 09 2115

**Formule d'appel :** *Sr. Ministro*, / Monsieur le Ministre,

### **COPIES À :**

#### **Ministre des Affaires étrangères :**

Pastor Micha Ondo Bilé  
Ministerio de Asuntos Exteriores  
Malabo, Guinée équatoriale

**Fax :** +240 09 3132 / 2320

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Guinée équatoriale dans votre pays.

### ***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 30 AVRIL 2004, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*